



**PRÉFET
DE L'EURE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement
Normandie**

Unité bidépartementale Eure-Orne
1 avenue du Maréchal Foch
27 000 Évreux

Évreux, le 20/11/2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 23/10/2023

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

STEINER

9 route de Rouen
BP 1161
27950 Saint-Marcel

Références : UBDEO.ERA.2023.11.430.SB
Code AIOT : 0005800821

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 23/10/2023 dans l'établissement STEINER implanté 9, route de Rouen BP 1161 27950 Saint-Marcel. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- STEINER
- 9, route de Rouen BP 1161 27950 Saint-Marcel
- Code AIOT : 0005800821
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil haut
- IED : Oui

L'établissement de Saint-Marcel est spécialisé dans la synthèse de colorants organiques destinés aux industries pétrolières (45%), papetières (45%), textiles...

Le site est organisé selon 2 principales activités :

- activité de synthèse (colorants azoïques et anthraquinoïques) ;

- activité de formulation.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- garanties financières
- local électrique
- PPI
- groupe électrogène de secours

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une précédente inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
3	Postes d'alimentation électrique	Arrêté Préfectoral du 22/12/2010, article 7.2.3	/	Sans objet
4	Groupe électrogène de secours	Arrêté Préfectoral du 22/12/2010, article 7.6.4	/	Sans objet
6	Dispositions constructives - distance à respecter	Arrêté Ministériel du 01/06/2015, article 11.1.I.A	/	Sans objet

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une précédente inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	État des stocks des déchets	AP Complémentaire du 14/04/2021, article 14	/	Sans objet
2	Calcul des garanties financières	Code de l'environnement du 15/04/2022, article R516-1	/	Sans objet
5	Plan Particulier d'Intervention (PPI)	Autre du 05/04/2022, article Fiche A-2	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant est tenu de répondre aux différentes demandes de l'inspection **dans un délai de 1 mois à compter de la notification du présent rapport.**

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Etat des stocks des déchets

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 14/04/2021, article 14
Thème(s) : Situation administrative, Etat des stocks des déchets

Prescription contrôlée :

Sous 6 mois à partir de la notification du présent arrêté, l'article 7.1.1 de l'arrêté préfectoral d'autorisation n°D1-B1-10-751 du 22 décembre 2010 est remplacé par les dispositions suivantes :

«

Sans préjudice des dispositions du Code du travail, l'exploitant dispose des documents lui permettant de connaître la nature et les risques des matières dangereuses présentes dans l'installation, en particulier les fiches de données de sécurité. Les incompatibilités entre substances et mélanges, ainsi que les risques particuliers pouvant découler de leur mise en œuvre dans les installations considérées sont précisés dans ces documents. La conception et l'exploitation des installations en tient compte .

L'exploitant tient à jour un inventaire des substances, mélanges, produits, matières ou déchets permettant de connaître par zone d'activité ou de stockage (bâtiments, réservoirs, aire de stockage, appareils ou équipements) :

- la nature et l'état physique desdites substances, mélanges, produits, matières ou déchets,
- pour les matières dangereuses : les familles de mention de dangers des substances, produits, matières ou déchets, lorsque ces mentions peuvent conduire à un classement au titre d'une des rubriques 4XXX de la nomenclature des installations classées),
- pour les produits, matières ou déchets autres que les matières dangereuses : les grandes familles de produits, matières ou déchets, selon une typologie pertinente par rapport aux principaux risques présentés en cas d'incendie. Les stockages présentant des risques particuliers pour la gestion d'un incendie et de ses conséquences, tels que les stockages de piles ou batteries, figurent spécifiquement,
- leur quantité approximative,
- leur mode de conditionnement (fût métallique, bidons, IBC,...).

L'état des matières stockées est mis à jour a minima de manière hebdomadaire et accessible à tout moment, y compris en cas d'incident, d'accident, de pertes d'utilité ou de tout autre événement susceptible d'affecter l'installation. Il est accompagné d'un plan général des zones d'activités ou stockage utilisées pour réaliser l'état qui est accessible dans les mêmes conditions.

Pour les matières dangereuses, cet état est mis à jour a minima de manière quotidienne.

Un recalage périodique est effectué par un inventaire physique, au moins annuellement, le cas échéant, de manière tournante.

Cet inventaire est tenu à la disposition du préfet, des services d'incendie et de secours, de l'inspection des installations classées et des autorités sanitaires.

L'état des matières stockées est référencé dans le plan d'opération interne (P.O.I.).

L'état des matières stockées permet de répondre aux objectifs suivants :

- vérifier que les quantités de produits présentes respectent les quantités maximales autorisées dans l'établissement,
- vérifier que leur répartition reste conforme aux dispositions de l'étude de dangers,
- servir aux besoins de la gestion d'un événement accidentel,
- Répondre aux besoins d'information de la population : un état sous format synthétique permet de fournir une information vulgarisée sur les substances, produits, matières ou déchets présents au sein de chaque zone d'activités ou de stockage. Ce format est tenu à disposition du préfet à cette fin.

Par ailleurs, l'inventaire des stocks doit permettre de connaître en temps réel le classement du site au regard de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement, tel que mentionné à l'article R.511-11 du Code de l'environnement (classement SEVESO).

L'exploitant procède, tous les 4 ans, au recensement des substances ou mélanges dangereux

susceptibles d'être présents dans son établissement (recensement Seveso).
»
Constats : En amont de la visite du 23 octobre 2023, l'inspection a demandé à l'exploitant son état des stocks des déchets et des produits dormant ou produits finis qui ne seront potentiellement pas vendus en janvier 2024. Le 17 octobre 2023, l'exploitant a remis ce document à jour du 16 octobre 2023. L'état des stocks est précisé en annexe confidentielle. L'inspection a contrôlé par sondage la quantité des déchets et produits suivants : -boues de STEP : une benne de 15 tonnes (remplie au tiers) observée ; -déchets souillés : trois bennes rouge à moitié pleines de 1000 L environ et une benne de DIS (déchets industriels spéciaux) pleine de 15 m3 observées ; -Bois : une benne pleine de 10m3 observée ; -DIB : une benne à moitié pleine de 15m3 observée ; -métaux : une benne pleine de 10m3 observée ; -Jaune 124 : 8 GRV de 1000 kg observés ; -solution dénaturante : 3 GRV de 1000 kg observés.
Observations : Les quantités des déchets et produits observés par sondage apparaissent en cohérence avec l'état des stocks remis par l'exploitant. Les données de l'état des stocks des déchets et produits invendables avant janvier 2024 sont donc exploitables pour le calcul des garanties financières (point de contrôle n°2).
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 2 : Calcul des garanties financières

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 15/04/2022, article R516-1
Thème(s) : Situation administrative, Garanties financières
Prescription contrôlée : Les installations dont la mise en activité est subordonnée à l'existence de garanties financières et dont le changement d'exploitant est soumis à autorisation préfectorale sont : [...]
5° Les installations soumises à autorisation au titre du 2° de l'article L. 181-1 et les installations soumises à autorisation simplifiée au titre de l'article L. 512-7, susceptibles, en raison de la nature et de la quantité des produits et déchets détenus, d'être à l'origine de pollutions importantes des sols ou des eaux. Un arrêté du ministre chargé des installations classées fixe la liste de ces installations, et, le cas échéant, les seuils au-delà desquels ces installations sont soumises à cette obligation du fait de l'importance des risques de pollution ou d'accident qu'elles présentent.
Sans préjudice des dispositions prévues aux articles L. 516-1, L. 516-2 et L. 512-18, l'obligation de constitution de garanties financières ne s'applique pas aux installations mentionnées au 5° lorsque le montant de ces garanties financières, établi en application de l'arrêté mentionné au 5° du IV de l'article R. 516-2, est inférieur à 100 000 €.
Constats :

L'étude concernant le calcul des garanties financières avait été remise à l'inspection par STEINER le 29 avril 2014 et approuvée dans le rapport de l'inspection du 23 juin 2014 (référence UTE.2014.06.5308.TW.E1.GF).

La lettre préfectorale du 27 juin 2014 (référence UTE.2014.06.5312.E1.TW.STEINER GF.odt) actait la non soumission à l'obligation de constitution de garanties financières pour la société STEINER.

Une réactualisation des calculs a été demandée par l'inspection des installations classées en 2023.

Selon l'annexe I de l'arrêté ministériel du 31 mai 2012, es garanties financières sont calculées avec la formule suivante :

$$M = Sc [Me + \alpha (Mi + Mc + Ms + Mg)]$$

où les données suivantes sont conservées du calcul de 2014, du fait de l'absence d'évolution les concernant sur la période 2014-2023 :

- coefficient pondérateur de prise en compte des coûts liés à la gestion du chantier : **Sc = 1,1** ;
- neutralisation de la cuve enterrée : **Mi = 0 €** ;
- limitations des accès au site : **Mc = 285 €** ;
- contrôle des effets de l'installation sur l'environnement : **Ms = 22 500 €** ;
- gardiennage du site : **Mg = 21 600 €**.

où l'indice d'actualisation des coûts est calculé de la manière suivante :

$$\alpha = \text{Index}/\text{Index 0} * (1+\text{TVAR})/(1+\text{TVA0})$$

où

$$\text{Index} = 6,5345 * 129,2 \text{ (coefficient de raccordement * TP 01 de août 2023)} = 844,2574$$

$$\text{Index 0} = 698,2 \text{ (TP01 du précédent calcul de 2014)}$$

$$\text{TVAR} = 19,6 \%$$

$$\text{TVA0} = 19,6 \%$$

Soit **$\alpha = 1,20919134918$ (arrondi à 1,21).**

Concernant l'actualisation du calcul des mesures de gestion des produits dangereux et des déchets (**Me**), l'inspection a établi, depuis l'état des stocks remis le 17 octobre 2023 par l'exploitant, les quantités suivantes pour son calcul :

- 50 tonnes de déchets dangereux ;
- 14 tonnes de déchets non dangereux.

Le coût du transport de déchets est conservé de l'étude de 2014, soit :

- 57 €/tonne pour les déchets dangereux ;
- 110 €/tonnes pour les déchets non dangereux.

Le coût d'élimination des déchets est conservé de l'étude de 2014, soit :

- 249 €/tonne pour les déchets dangereux ;
- 53 €/tonnes pour les déchets non dangereux.

Soit un montant **Me = 17 582 €**

$$\text{Soit } M = 1,1 * (17\,582 + 1,21 * (0 + 285 + 22\,500 + 21\,600)) = 78\,416,64 \text{ €}$$

Observations :

Le montant étant inférieur à 100 000 €, l'exploitant reste non soumis à l'obligation de constitution de garanties financières.

Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites : Sans objet

N° 3 : Postes d'alimentation électrique

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 22/12/2010, article 7.2.3
Thème(s) : Risques accidentels, Installations électriques - Mise à la terre
Prescription contrôlée : Les installations électriques et d'éclairage doivent être conçues, réalisées et entretenues conformément à la réglementation et aux normes en vigueur. Une vérification de l'ensemble de l'installation électrique est effectuée au minimum une fois par an par un organisme compétent qui mentionne très explicitement les déficiences relevées dans son rapport. L'exploitant conserve une trace écrite des éventuelles mesures correctives prises. Dans le cas d'un éclairage artificiel, seul l'éclairage électrique est autorisé. Si l'éclairage met en œuvre des lampes à vapeur de sodium ou de mercure, l'exploitant prend toute disposition pour qu'en cas d'éclatement de l'ampoule, tous les éléments soient confinés dans l'appareil. Les appareils d'éclairage électrique ne sont pas situés en des points susceptibles d'être heurtés en cours d'exploitation ou sont protégés contre les chocs. Ils sont éloignés des matières entreposées pour éviter leur échauffement. Lors d'opération de maintenance, l'apport d'un appareil électrique près d'une matière inflammable nécessite un permis de feu.
Constats : L'exploitant a remis à l'inspection le rapport de vérification des installations électrique et le rapport Q18 de l'APAVE n°1857588-003-1 du 05 septembre 2023 relatif au contrôle annuel du poste d'alimentation électrique réalisé du 28 au 31 août 2023. Ce rapport fait état de plusieurs non-conformités, notamment : <ul style="list-style-type: none">- Eclairage cuve 501 1er étage (2022) - Verrine (ou vasque) cassée et cuve 502 RDC presse(2023) - Verrine (ou vasque) cassée ;-Dysfonctionnement des dispositifs différentiels à courant résiduel du coffret local pompier et des éclairages 1 - C60N et étage - C60N des coffrets extérieurs mélangeur D ;-Présence de poussière déposée ou de substances de nature à provoquer un danger dans les armoires électriques du poste de transformation N°1 ;- Fuite d'huile au transformateur 800kVA (perles sous les vis) du poste de transformation N°1. Ce rapport indique également que le contrôle a consisté en une vérification partielle ne prenant pas en compte les installations désignées ci-dessous : <ul style="list-style-type: none">- les installations BRB (hors tension) n'ont pas fait l'objet de vérification ;-aucun test dans les règles de l'art des dispositifs différentiels à courant résiduel (DDR) repérés 'NE' dans le paragraphe Annexe V RESULTATS DES MESURAGES ET ESSAIS du rapport APAVE ;-dans les locaux et emplacements présentant des risques d'explosion, aucun contrôle de l'appareillage contenu dans les enveloppes de sûreté, et de la valeur de la résistance de continuité des conducteurs de protection. Zones concernées: Ateliers 700 et 800-la continuité à la terre des appareils d'éclairage notés inaccessibles au Ch. V.3 'Examen des circuits terminaux' (soit masses 'inac', soit 'inac h > 4m') n'a pu être vérifiée ;-les matériels n'appartenant pas à l'Etablissement, n'ont pas été inspectés ;-la vérification de l'APAVE porte sur l'état apparent des appareillages. Ceux inaccessibles et non visibles (en faux plafond, en hauteur sous, carter) n'ont pas été inspectés ;-l'examen hors tension des cellules HT n'a pas été effectué ;-toutes les pièces du dossier technique n'ont pas été communiquées à l'APAVE, ce qui ne leur a pas permis de mener complètement à bien sa mission. Ce rapport conclut que l'installation électrique de STEINER peut entraîner des risques d'incendie ou d'explosion.

L'exploitant a également remis à l'inspection son plan d'actions pour lever ces non-conformités. L'inspection relève que l'exploitant considère irréparable la fuite d'huile du transformateur du fait de l'habitacle restreint du transformateur qui empêche selon l'exploitant, de réaliser les travaux de maintenance (voir photographies en annexe).
Observations : L'exploitant est tenu de remettre à l'inspection un plan d'action complet comprenant en complément des actions correctives, les échéances et les mesures compensatoires justifiées dans l'attente de la correction. Ce plan d'action se doit de mettre en conformité <u>l'ensemble des remarques de l'APAVE</u>. L'exploitant est tenu de faire contrôler <u>l'ensemble des installations électriques du site</u> (et non pas de manière partielle comme conclu par l'APAVE) dans un délai de 6 mois . Il informe l'inspection de la date retenu dans un délai de 1 mois .
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 4 : Groupe électrogène de secours

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 22/12/2010, article 7.6.4
Thème(s) : Risques accidentels, Ressource en eau et en mousse
Prescription contrôlée : [...] L'alimentation des groupes de pompage doit être assurée par deux sources d'énergie distinctes, secourues en cas de perte d'alimentation électrique.
Constats : L'exploitant indique que le groupe électrogène de secours ne fonctionne que pour la STEP et non pour l'ensemble du site, du fait de l'absence d'enjeux sur le site en cas de coupure d'électricité (aucun emballement thermique, etc.). L'exploitant ne dispose pas de registre d'entretien du groupe électrogène. Lors de la visite, l'exploitant a été dans l'incapacité de démarrer le groupe électrogène, à cause, selon l'exploitant, d'une panne batterie.
Observations : L'exploitant justifiera <u>sous 1 mois</u> l'absence d'emballement thermique sur son site, réaction par réaction, en cas de coupure d'électricité. L'exploitant réalise la maintenance de son groupe électrogène de secours et remet <u>sous 1 mois</u> à l'inspection le rapport de maintenance et le plan d'actions associé en cas de défauts, le cas échéant.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 5 : Plan Particulier d'Intervention (PPI)

Référence réglementaire : Autre du 05/04/2022, article Fiche A-2
Thème(s) : Risques accidentels, Substances présentes sur le site
Prescription contrôlée :

STEINER relève du régime de l'autorisation avec servitudes (AS) d'utilité publique, au titre de la réglementation des Installations Classées pour la Protection de l'Environnement (ICPE).

Ci-dessous la liste des substances présentes sur le site :

(extrait de l'article 2 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 14 avril 2021)

Rubrique	Désignation des activités	Capacité	Régime de classement *
4510-1	Dangereux pour l'environnement aquatique de catégorie aigüe 1 ou chronique 1 Quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation	$Q \geq 200 \text{ t}$	A (SH)
4511-1	Dangereux pour l'environnement aquatique de catégorie chronique 2 Quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation	$Q > 200 \text{ t}$	A (SB)
2640-1	Fabrication industrielle de colorants et pigments organiques, minéraux et naturels Quantité de matière fabriquée	$Q \geq 2\text{t/j}$	A
4110-1	Toxicité aiguë de catégorie 1 pour l'une au moins des voies d'exposition, à l'exclusion de l'uranium et ses composés Substances et mélanges solides , quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation	$Q \geq 1\text{t}$	A
4331-2	Liquides inflammables de catégorie 2 ou 3 à l'exclusion de la rubrique 4330 Quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation	$100\text{t} \leq Q < 1000\text{t}$	E
1434-1b	Installation de chargement de véhicules citernes en liquides inflammables Débit maximum de l'installation	$5 \text{ m}^3/\text{h} \leq Q < 100 \text{ m}^3/\text{h}$	DC
2910-A2	Combustion Lorsque l'installation consomme exclusivement, seuls ou en mélange, du gaz naturel, si la puissance thermique nominale de l'installation est supérieure à 1 MW, mais inférieure à 20 MW <i>Chaufferie principale Usine</i>	$1 \text{ MW} \leq Q < 20 \text{ MW}$	DC
2910-A2	Combustion Lorsque l'installation consomme exclusivement, seuls ou en mélange, du gaz naturel, si la puissance thermique nominale de l'installation est supérieure à 1 MW, mais inférieure à 20 MW <i>Chaudière de secours</i>	$1 \text{ MW} \leq Q < 20 \text{ MW}$	DC
4734-2c	Produits pétroliers spécifiques et carburants de substitution : Essences et naphas ; kérosènes (carburants d'aviation compris) ;	$50\text{t} \leq Q < 100\text{t}$	DC

	<p>gazoles (gazole diesel, gazole de chauffage domestique et mélanges de gazoles compris); fioul lourd; carburants de substitution pour véhicules, utilisés aux mêmes fins et aux mêmes usages et présentant des propriétés similaires en matière d'inflammabilité et de danger pour l'environnement.</p> <p>Autres stockages - Quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation</p>		
2925-1	<p>Ateliers de charge d'accumulateurs électriques</p> <p>Lorsque la charge produit de l'hydrogène, puissance maximale de courant continu utilisable</p>	$Q > 50 \text{ kW}$	D
4120-2	<p>Toxicité aiguë catégorie 2 pour l'une au moins des voies d'exposition</p> <p>Substances et mélanges liquides, quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation.</p>	$1\text{t} \leq Q < 10\text{t}$	D
4130-1	<p>Toxicité aiguë de catégorie 3 pour les voies d'exposition par inhalation</p> <p>Substances et mélanges solides, quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation</p>	$5\text{t} \leq Q < 50\text{t}$	D
4130-2	<p>Toxicité aiguë de catégorie 3 pour les voies d'exposition par inhalation</p> <p>Substances et mélanges liquides, quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation</p>	$1\text{t} \leq Q < 10\text{t}$	D
4140-1	<p>Toxicité aiguë catégorie 3 pour la voie d'exposition orale (H301) dans le cas où ni la classification de toxicité aiguë par inhalation ni la classification de toxicité aiguë par voie cutanée ne peuvent être établies.</p> <p>Substances et mélanges solides, quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation</p>	$5\text{t} \leq Q < 50\text{t}$	D
4140-2	<p>Toxicité aiguë catégorie 3 pour la voie d'exposition orale (H301) dans le cas où ni la classification de toxicité aiguë par inhalation ni la classification de toxicité aiguë par voie cutanée ne peuvent être établies.</p> <p>Substances et mélanges liquides, quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation</p>	$1\text{t} \leq Q < 10\text{t}$	D
4440-2	<p>Solides comburants de catégorie 1, 2 ou 3</p> <p>Quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation</p>	$2\text{t} \leq Q < 50\text{t}$	D
4441	<p>Liquides comburants catégories 1, 2 ou 3</p> <p>Quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation</p>	$Q < 2\text{t}$	NC

Légende :

SH : soumis au régime SEVESO Seuil Haut

SB : soumis au régime SEVESO Seuil Bas

A : soumis au régime d'autorisation

E : soumis au régime d'enregistrement

DC : soumis au régime de déclaration avec contrôles

<p>D : soumis au régime de déclaration</p> <p>NC : non classé</p> <p>Remarque : l'exploitant déploie actuellement un système informatique qui lui permettra à terme d'extraire à la demande les données de localisation, de volume et de nature des substances stockées sur le site. En l'état, il dispose néanmoins d'un suivi lui permettant de fournir ces informations.</p>
<p>Constats :</p> <p>La fiche A-2 du PPI du 05 avril 2022 inclut bien dans son périmètre toutes les substances pertinentes.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>
<p>Proposition de suites : Sans objet</p>

N° 6 : Dispositions constructives - distance à respecter

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 01/06/2015, article 11.1.I.A</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Distance aux locaux techniques</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>[...]</p> <p>Les murs séparatifs entre une partie de bâtiment abritant au moins un liquide relevant de l'une au moins des rubriques 4331 ou 4734 et un local technique (hors chaufferie et local de charge de batterie des chariots) sont REI 120 jusqu'en sous-face de toiture, ou une distance libre de 10 mètres est respectée entre ces deux locaux.</p> <p>[...]</p>
<p>Constats :</p> <p>Deux bidons de 180 L de solvant naphta 100 sont stockés à moins de 2 mètres du local "distribution électrique Basse Tension" (voir photographies en annexe). Le solvant naphta 100 est entre autres un liquide inflammable de catégorie 3. L'exploitant étant soumis à enregistrement au titre de la rubrique 4331 de la nomenclature ICPE, ces bidons doivent respecter les distances aux locaux techniques prévues dans l'arrêté ministériel du 1er juin 2015.</p> <p>L'inspection constate qu'aucun mur coupe-feu REI120 ne sépare le local électrique du stockage de solvant naphta 100 et qu'ils sont distants l'un de l'autre de moins de 10 mètres.</p>
<p>Observations :</p> <p>L'exploitant est tenu de se mettre en conformité avec la réglementation précitée <u>dans un délai de 1 mois à compter de la notification du présent rapport.</u></p>
<p>Type de suites proposées : Susceptible de suites</p>
<p>Proposition de suites : Sans objet</p>